



Agence Française de Développement  
5 Rue Roland-Barthes  
75012 PARIS

**TERMES de REFERENCE**  
**ACCORD CADRE MULTI ATTRIBUTAIRES**  
**AUDITS DE PROJET EN MOA DIRECTE A MARCHES SUBSEQUENTS**

GEP-2025-0039

Accord Cadre Audits de projet AFRIQUE

|                            |  |
|----------------------------|--|
| Entité sujette à l'audit : | AFD  |
| Pays :                     | Zone Géographique : AFRIQUE<br>1 <sup>er</sup> Lot Afrique Anglophone, Lusophone<br>2 <sup>ème</sup> Lot : Afrique Francophone |
| Autorité contractante :    | AFD  |

# Sommaire

|   |    |
|---|----|
| Sommaire .....  | 2  |
| 1 Contexte, objectifs et périmètre l'accord cadre .....                           | 4  |
| 1.1 Contexte.....   | 4  |
| 1.1.1 Présentation de l'AFD .....   | 4  |
| 1.1.2 Présentation des services prescripteurs principaux portant les audits ..... | 4  |
| 1.1.3 Contexte de l'audit.....  | 6  |
| 1.2 Objectifs du présent Accord Cadre.....  | 7  |
| 1.3 Périmètre de l'accord cadre.....  | 9  |
| 1.3.1 Conditions contractuelles .....   | 9  |
| 1.3.2 Période(s) couverte(s).....   | 9  |
| 1.3.3 Données financières et volumétrie .....                                     | 9  |
| 2 Méthodologie attendue et référentiel de l'audit.....                            | 10 |
| 2.1 Déroulement de l'audit.....   | 10 |
| 2.2 Méthodologie de l'audit.....  | 11 |
| 2.2.1 Détermination de l'échantillon .....  | 11 |
| 2.2.2 Conditions d'éligibilité .....  | 12 |
| 2.2.3 Détermination de l'opinion.....   | 12 |
| 2.2.4 Documentation des anomalies et des faiblesses identifiées .....             | 12 |
| 2.3 Diligences d'audit .....  | 13 |
| 3 Obligations professionnelles.....   | 13 |
| 3.1 Normes et éthique.....  | 13 |
| 3.1.1 Normes professionnelles à utiliser .....                                    | 13 |
| 3.1.2 Éthique et indépendance .....   | 14 |
| 3.2 Exigences concernant les auditeurs.....                                       | 14 |
| 3.2.1 Affiliation professionnelle des auditeurs.....                              | 14 |

|                      |   |           |
|----------------------|---|-----------|
| 3.2.2                | Compétences et expérience des auditeurs et de l'équipe mission attendues des auditeurs..... | 14        |
| 3.2.3                | Profils de l'équipe .....   | 15        |
| 3.2.4                | Curriculum vitae (C.V.).....  | 16        |
| 3.2.5                | Composition de l'équipe des audits de projet .....  | 16        |
| <b>Annexes</b> ..... |   | <b>17</b> |
|                      | Annexe 1 : Modèle de TdR d'audit de projets et annexes attachées :.....                     | 17        |

# 1 Contexte, objectifs et périmètre l'accord cadre

## 1.1 Contexte

### 1.1.1 Présentation de l'AFD

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

Au moyen de **subventions**, de **prêts**, de **fonds de garantie** ou de **contrats de désendettement et de développement**, l'AFD finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le **renforcement de leurs capacités**.

Sa filiale **Proparco** ([www.proparco.fr](http://www.proparco.fr)) soutient les investissements privés. Dédiée à mobilisation de l'expertise publique française.

Acteur interministériel de la coopération technique internationale, **Expertise France** ([www.expertisefrance.fr](http://www.expertisefrance.fr)) rejoint le groupe AFD le 1er janvier 2022. Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD).

L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

Elle assure la gestion du **Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)**, qui cofinance des projets conciliant environnement et développement.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est fortement invité à consulter, sont accessibles sur le lien suivant : [www.afd.fr](http://www.afd.fr).

### 1.1.2 Présentation des services prescripteurs principaux portant les audits

Le présent accord cadre sera piloté par la Division Gestion du Portefeuille et Qualité (GEP) positionnée au sein de la Direction exécutive Géographie (GEO).

La division GEP est responsable du suivi financier des projets, concours et des contreparties (hors Etats), et apporte son expertise aux équipes projet pour contribuer à la qualité de la conception des projets et à leur bonne exécution. Ceci comprend notamment :

- Le suivi des engagements particuliers non souverains et souverains ;
- L'instruction et la mise en place des dérogations/gestion des événements de crédit ;
- L'analyse des engagements contractuels ;

- L'instruction de dérogations financières, reprofilage/ restructuration de dettes ;
- Le pilotage et l'analyse mensuelle des impayés ;
- La contribution à la sécurisation du risque de crédit ;
- Les revues de la qualité du portefeuille ;
- L'appui au réseau à la préparation des audits de projet et le suivi des plans d'action ;
- Le suivi des participations.

Les prescripteurs principaux de marchés d'audit de projet font partie des Directions Géographie (GEO) et Solutions de Développement Durable (SDD).

La direction exécutive Géographies GEO est chargée, dans le cadre des orientations stratégiques de l'AFD, de la mise en œuvre du cycle de financement des opérations comprenant la programmation, l'identification, l'instruction, la décision-contractualisation, la mise en œuvre et le suivi des financements dans les géographies et secteurs d'intervention de l'établissement.

L'activité d'identification permet de faire émerger et sélectionner les idées de projets pertinentes à financer.

L'activité d'instruction a pour objet l'analyse ex ante des opérations à financer et la négociation avec les partenaires des conditions de mise en œuvre du projet et des caractéristiques financières du concours.

L'activité de décision–contractualisation vise la présentation à l'instance de décision de tous les éléments lui permettant de décider de l'octroi d'un concours et comportant, pour l'établissement, une prise de risque acceptable ; puis de contractualiser les engagements réciproques de l'AFD et des bénéficiaires de ses concours.

L'activité de mise en œuvre des financements comprend les actions nécessaires pour permettre le versement des concours conformément aux conditions contractuelles.

L'activité de suivi des financements permet de s'assurer des conditions d'exécution des opérations financées, ainsi que de la maîtrise de l'évolution des différents risques attachés, notamment celui de contrepartie.

En s'appuyant sur les entités du réseau (agences et directions régionales), la direction Géographies a pour mission spécifique de construire une programmation et un portefeuille d'opérations en accompagnement des trajectoires de développement pays et de leurs ambitions de réformes.

L'organigramme de la direction exécutive Géographies comprend quatre départements, quatre divisions et deux cellules qui lui sont directement rattachés, ainsi que le réseau :

- Départements géographiques :
  - Tout Afrique (AFR) ;
  - Trois océans (OCN) ;
  - Amérique latine (AML) ;
  - Orients (ORE).
- Quatre divisions
  - Fragilités Crises et Conflits (CCC) ;
  - Connaissance réglementaire de la contrepartie (CRC) ;
  - Gestion du Portefeuille et Qualité (GEP) ;
  - Pilotage de l'Activité Opérationnelle (PAO).
- Deux cellules :
  - la cellule Appui Système d'Information opérationnel (SID) ;
  - la cellule Appui au pilotage du réseau et Organisation (PRE).
- Le réseau, sous supervision directe des Directeurs régionaux AFD comprend :
  - les directions régionales elles-mêmes ;

- les agences ;
- les bureaux.

La direction exécutive Solutions de Développement Durable (SDD) porte les expertises sectorielles et thématiques. Elle est responsable, en collaboration avec les autres directions exécutives, de définir et de coordonner : i) la réponse stratégique de l'AFD sur les grandes thématiques du Plan d'Orientation Stratégique ; ii) la réponse opérationnelle aux besoins de développement durable exprimée par les clients et partenaires. En outre, la direction SDD participe activement au continuum entre la stratégie, les opérations, l'analyse développement durable, l'évaluation des projets et la redevabilité sur les résultats de développement des opérations et du portefeuille.

La direction Solutions de Développement Durable comprend :

- un directeur exécutif et quatre adjoints au directeur exécutif ;
- quatre divisions en charge des ODD transversaux ou d'appuis :
  - division Climat et Nature (CLN)
  - division Lien Social (CLS)
  - division Citoyens et Institutions (CIN)
  - division Appui Environnemental et Social (AES)
- des divisions sectorielles et une division d'appui transversal spécialisé :
  - division Energie (EGI)
  - division Transport et Mobilité (MOB)
  - division Eau et Assainissement (EAA)
  - division Agriculture, développement Rural et Biodiversité (ARB)
  - division Santé et protection sociale (SAN)
  - division Education, Formation Professionnelle et Emploi (EDU)
  - division Développement urbain, aménagement, logement (VIL)
  - division Systèmes Financiers (SYF)
  - division Gouvernance (GOV)
  - division Entreprises Publiques et Financements Structurés (FIN)
  - division Appui à la Passation de Marchés (APM)
- la division Pilotage et Gestion Budgétaires (PGB)
- la cellule Résultats et Impacts de Développement (RID)

### 1.1.3 Contexte de l'audit

Pour mener à bien les projets de coopération dont elle a la charge, l'AFD et ses filiales interviennent à la fois :

- Dans la mise en œuvre de fonds, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux, avec :
  - des projets d'assistance technique moyen ou long terme auprès des pays partenaires nécessitant de l'ingénierie de projet, de la mobilisation d'expertise;
  - la mobilisation et gestion d'assistance technique individuelle.
- Dans la gestion de fonds, que ce soit en gestion indirecte pour la Commission européenne ou le Fonds européen de développement, ou en gestion déléguée de fonds bilatéraux ou multi-bailleurs.

Dans ce contexte, la réalisation d'audits de projet est essentielle notamment pour garantir la conformité de l'usage des fonds alloués à la contrepartie au regard des engagements contractuels et répondre aux exigences en matière de redevabilité vis-à-vis de nos tutelles et de nos bailleurs de fonds.

Les audits de projet portent majoritairement sur les aspects financiers, le respect des diligences LCB/FT/Sanctions économiques et financières ou d'intégrité (i.e. diligences de réputation) par la contrepartie, le système de contrôle interne, et la passation des marchés ou marginalement – en complément d'un des audits précédemment cités - sur les aspects techniques et E&S (si applicable).

L'audit annuel du ou des comptes projets est obligatoire lorsque la convention de financement le prévoit (cas général du versement des fonds sous forme d'avances renouvelables).

Les autres audits sont prévus en fonction de l'analyse des risques propres au projet conduite notamment lors de l'instruction par l'équipe-projet (cf détail en §1.2).

Au titre du présent marché, les auditeurs s'engagent à respecter les termes de références (TdR) spécifiques à chaque projet audité qui figureront dans les marchés subséquents et à utiliser les annexes et le modèle de rapport d'audit qui y sont annexés. Les modèles de TdR, rapport d'audit et annexes associées (« les modèles ») sont annexés aux présents TdR.

Le nombre et la périodicité des audits à opérer dans le cadre des projets peuvent varier. Ces vérifications peuvent être semestrielles (rarement), annuelles, à la fin du projet ou sur toute autre période.

Les audits de projet ont une durée moyenne de 2 à 3 mois par an en fonction de la volumétrie, de la nécessité de déplacement, de la disponibilité des pièces, de l'inclusion ou non de la vérification des pièces justificatives avant renouvellement des avances.

## 1.2 Objectifs du présent Accord Cadre

L'AFD souhaite confier à trois cabinets d'audit l'exécution des audits de projets et l'établissement de rapports correspondants, suivant un modèle standard annexé aux présents termes de référence, dans le cadre de projets internationaux de développement bénéficiant d'un financement de la part d'un bailleur de fonds, selon les règles fixées par ce bailleur ou selon les procédures internes. Les présents termes de référence y compris leurs annexes « modèles » décrivent les principaux besoins et les attentes de l'Agence vis-à-vis des Auditeurs.

**Les prestations détaillées attendues au titre de chaque projet feront l'objet d'un marché subséquent dont les termes de référence sont standardisés selon les exigences de l'AFD.** Le modèle de TdR se compose de modules d'audit, dont certains sont obligatoires et d'autres optionnels. Les prescripteurs déterminent, en fonction de (i) la structuration du projet, (ii) l'état d'avancement et (iii) leur appréciation du risque, le périmètre d'audit. Les modules sont les suivants :

- L'audit financier (obligatoire : audit de la conformité de l'usage des fonds et des états financiers du Projet)
- L'audit portant sur le respect des diligences en matière de Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et des listes de sanction (obligatoire)
- L'audit du contrôle interne sur tous les autres aspects que ceux précédemment cités (optionnel)
- L'audit de la passation de marchés (obligatoire pour les marchés n'ayant pas donné lieu à avis de non objection préalable de l'AFD, et optionnel pour le reste)

- L'audit technique et E&S (si applicable) (optionnel).

Quel que soit le nombre de modules retenus, la trame des TdR reste la même :

- Contexte de l'audit
- Objectifs de l'audit
- Périmètre de l'audit
- Déroulement de l'audit
- Méthodologie de l'audit
- Diligences d'audit
- Normes et éthique
- Exigences concernant l'auditeur
- Annexes.

Le modèle de TdR d'audit de projet en annexe détaille le contenu et les exigences de l'AFD de chacune de ces sections.

Le contrat cadre a pour objectif de permettre aux auditeurs d'exprimer une **opinion professionnelle** sur les éléments suivants (conformément aux modules retenus mentionnés dans les TdR du marché subséquent):

- **les états financiers**<sup>1</sup> du Projet donnent une image fidèle, dans tous leurs aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues cours de la période couverte par l'audit ;
- **les fonds alloués** au Projet sont, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés conformément aux termes de la /des convention(s) de financement et les dépenses respectent les règles de bonne gestion financière ;
- **le respect, par l'Entité auditée, des diligences** en matière de Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB/FT) et du dispositif de sanctions économiques et financières ou d'intégrité (i.e. diligences de réputation) prescrites par la convention de financement;
- **le système de contrôle interne** de l'Entité en charge de la mise en œuvre et la gestion du projet pour gérer les risques liés à la réalisation des objectifs du Projet a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période couverte par l'audit.

L'audit a également pour objectifs de permettre à l'auditeur d'évaluer si :

- **les marchés** ont été passés conformément aux règles en vigueur et dans le respect des principes d'économie, d'efficacité, d'ouverture, de transparence et d'équité, **y compris le respect des diligences LCB/FT/Sanctions** et, si applicable, **Environnemental & Social**;
- les marchés ont été exécutés, notamment conformément aux prescriptions **techniques** et selon les normes prévues;
- Le **taux de justification de l'utilisation de l'avance précédente** est atteint et permet de lever la condition suspensive relative au renouvellement de l'avance.

---

<sup>1</sup> Le terme générique « états financiers » du projet est utilisé quel que soit le format utilisé par l'Entité auditée : Bilan et compte d'exploitation / de résultat, situation d'exécution budgétaire, tableau emplois-ressources, flux de trésorerie etc.



L'auditeur devra également formuler des recommandations si nécessaire suite à ses constatations sur les différents aspects de l'audit.

## 1.3 Périmètre de l'accord cadre

Le présent marché est divisé en 2 (deux) lots :

### ➤ Lot 1 Audit de projets – Afrique Anglophone

Il s'agit de prestations d'audit de projets (audits financier, audits de passation de marchés, etc..) de coopération internationale réalisées en Afrique Anglophone.  
Les projets peuvent être gérés directement par l'AFD et filiales.

### ➤ Lot 2 Audit de projets – Afrique Francophone

Il s'agit de prestations d'audit de projets (audits financier, audits de passation de marchés, etc..) de coopération internationale réalisées en Afrique Francophone.  
Les projets peuvent être gérés directement par l'AFD et filiales.

Les types d'audit attendus sont les mêmes pour le lot 1 et le lot 2.

L'AFD se réserve le droit de ne pas recourir au présent accord-cadre dans le cadre des marchés d'audit ayant les objets suivants :

- Audits réalisés dans le cadre d'une enquête de la Fonction Investigations lorsqu'il existe des suspicions ou des allégations de pratiques prohibées ( fraude, corruption, pratiques anticoncurrentielles telles que définies dans la Politique générale du groupe AFD en matière de prévention et de lutte contre les Pratiques prohibées (2020) | AFD - Agence Française de Développement) sur un projet ou une activité du groupe AFD

La liste des pays pour chaque lot est précisée dans l'annexe 2.

### 1.3.1 Conditions contractuelles

Les principaux documents encadrant la gestion du projet pourront être notamment :

- Convention(s) de financement et le cas échéant de délégation (de fonds ou de maîtrise d'ouvrage), convention(s) de rétrocession, accord(s) de partenariat, et leurs avenants ;
- Manuels de procédures approuvés par l'AFD
- Budgets ou programme d'activités ayant fait l'objet d'un ANO de l'AFD ou d'une validation par les instances de gouvernance du Projet ;
- Règles applicables sur les marchés dans le cadre des projets ;
- Plan de passation des marchés , etc....

### 1.3.2 Période(s) couverte(s)

L'accord cadre couvrira les audits de projets sur la durée du marché.

### 1.3.3 Données financières et volumétrie

Pour l'AFD, sur la période T4 2021 à fin 2024, la volumétrie d'audit de projets représentait :

- 23 projets sur la zone Afrique Francophone (majoritairement en Mauritanie et au Sénégal) pour un montant total d'environ 2 000 000.00 €
- 6 projets sur la zone Afrique Anglophone pour un montant total d'environ 500.000 €.

**Attention, ces budgets ont une valeur indicative et n'ont pas de valeur contractuelle.**

## 2 Méthodologie attendue et référentiel de l'audit

La méthodologie d'audit adoptée par l'AFD est détaillée dans les modèles de TdR d'audit de projet qui seront utilisés pour chaque marché subséquent (cf. Annexe 1).

L'Auditeur pourra proposer des améliorations et autres méthodologies qu'il juge les plus adaptées pour mener à bien ses missions.

### 2.1 Déroulement de l'audit

Les étapes clés de l'audit de projet mentionnées dans les modèles de TdR annexés comprennent :

- La préparation de la mission d'audit (les auditeurs contacteront l'entité à auditer dès que possible (et au plus tard sous 10 jours ouvrables) après la notification officielle de l'audit à l'entité par l'autorité contractante ;
- La réunion préparatoire avec l'autorité contractante ;
- La réunion d'ouverture avec l'entité auditée ;
- La réalisation de la mission ;
- L'aide-mémoire et réunion de clôture ;
- La transmission du rapport provisoire ;
- La collecte et le traitement des commentaires de l'autorité contractante et de l'entité auditée ;
- La transmission du rapport final.

Le calendrier de l'audit, la logistique d'intervention, le volume des prestations, ainsi que la structure et le contenu du rapport d'audit sont définis dans ces mêmes TdR.

Il est important de signaler que **l'utilisation du modèle de rapport d'audit** annexé au modèle de TdR **est obligatoire**. Il doit être rédigé en langue française, anglaise ou potentiellement espagnole. Les constats et anomalies seront présentés dans le rapport d'audit selon la nomenclature prévue en annexe 4.2. des modèles de TdR d'audit et les constatations financières devront être synthétisées selon la typologie suivante : dépenses éligibles, éligibles avec anomalies, inéligibles, non auditées. L'annexe 4.2 des TdR d'audit doit être complétée et jointe au rapport de l'auditeur au format EXCEL. L'auditeur s'assure de la cohérence entre cette annexe et les constats d'audit figurant dans le corps du rapport d'audit.

L'Auditeur transmet les rapports provisoire et final en version électronique, Word et Excel pour les annexes ainsi que deux versions originales du rapport final, sur papier à-en-tête de l'auditeur, accompagnées d'une note de couverture. Dans cette note, il doit confirmer que deux versions originales sur papier du rapport final daté et signé ont été transmises à l'entité auditée.

La mention « provisoire » ou « final » doit figurer clairement sur chaque version. Le rapport final est signé par l'associé assumant la responsabilité de l'audit et de sa réalisation.

## 2.2 Méthodologie de l'audit

### 2.2.1 Détermination de l'échantillon

L'auditeur peut recourir à l'échantillonnage en fonction de son appréciation des risques.

La détermination de l'échantillon peut être revue pour chaque exercice audité si le marché d'audit est pluriannuel.

Il est important de signaler que le modèle de TdR (annexe 1) indique un seuil d'échantillonnage minimum pour chaque module d'audit :

- Audit financier relatif à l'utilisation des fonds alloués :

Afin de garantir le caractère représentatif du résultat des contrôles, l'auditeurs audite au minimum 65% (en montant) du total des dépenses mentionnées dans le rapport financier. En cas de constatations financières supérieures à 10% du montant total des dépenses contrôlées, son taux de contrôle doit être porté à 85%. Chaque rubrique budgétaire doit être audité à hauteur de 50% et chaque sous-rubrique à hauteur d'au moins 10%.

En ce qui concerne l'audit de l'utilisation des fonds, et en fonction des risques fiduciaires potentiels (environnement de contrôle interne jugé faible par exemple), l'équipe projet peut demander l'audit de l'exhaustivité des dépenses ou d'une ou de plusieurs catégories (ou rubriques budgétaires) de dépenses.

- Audit portant sur le respect des diligences en matière de Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et des listes de sanction:

Les vérifications par sondage du respect de l'engagement contractuel en matière de conformité aux sanctions économiques et financières seront également intégrées dans l'échantillon minimum de 65 % précité. L'auditeur pourra, si cela lui semble nécessaire et conformément à son jugement professionnel, sélectionner des opérations en dehors de l'échantillon de 65 % défini : si tel est le cas, il convient de préciser que l'auditeur devra effectuer toutes les diligences liées à ces dépenses.

Enfin, et si dans l'échantillon minimum initialement défini, il n'existe pas d'opérations liées à des transferts monétaires, à des paiements récurrents et/ou à des ressources économiques avec une valeur monétisable, l'auditeur devra systématiquement procéder à un échantillon complémentaire incluant ce type d'opérations.

- Audit du système de contrôle interne

Les différents processus de la gestion financière et administrative du Projet, évalués dans le cadre de l'audit du système de contrôle interne, doivent donner lieu à des tests de conformité.

L'auditeur définit l'étendue des tests de conformité en fonction des risques identifiés lors de la préparation de la mission, puis lors de l'évaluation du système de contrôle interne.

- Audit de la passation des marchés

Plusieurs méthodes d'échantillonnage peuvent être envisagées dans le cadre de ce module d'audit. Le prescripteur le précisera dans les TdR d'audit de chaque marché subséquent.

- Audit technique et E&S

La détermination de l'échantillon doit tenir compte des facteurs suivants : complexité des travaux, dispersion géographique, incidents techniques survenus en cours d'exécution, absence de maîtrise d'ouvrage privée, retards, ordre de service de suspension des travaux, avenants (légitimité), Avant Projets Détaillés mal faits, prescriptions techniques et plan d'exécution des travaux comportant des insuffisances, non-respect des engagements E&S, survenue d'événements E&S majeurs (accidents entraînant une pollution importante, accidents mortels, grèves ou manifestations d'ampleur, plaintes, ..).

## 2.2.2 Conditions d'éligibilité

L'auditeur exécute des tests et contrôles d'éligibilité des dépenses en s'assurant :

- de leur conformité :
  - aux principaux documents encadrant la gestion du Projet,
  - aux normes techniques et aux règles de l'art en matière d'exécution des marchés le cas échéant;
- de l'existence :
  - des pièces justificatives par type de dépense,
  - de la documentation prévue pour la passation des marchés et leur exécution technique le cas échéant ;
- du caractère probant des pièces justificatives (pièces justificatives originales, respect de la chronologie des dates, respect des mentions légales, apposition des visas et signatures) ;
- du respect par l'entité auditée des diligences LCB/FT/Sanctions prescrites par la convention de financement ;
- de la réalité et de la qualité des réalisations sur le terrain (en cas d'audit technique) ;
- que le Projet a veillé à obtenir le rapport qualité/prix le plus satisfaisant ;
- que les dépenses/marchés ont été encourus/exécutés par l'Entité pendant la période de mise en œuvre du Projet définie dans la convention de financement;
- que les dépenses sont correctement enregistrées dans les comptes de l'Entité ;
- que les dépenses ne comportent pas de coûts non éligibles (par exemple, certaines taxes ou la TVA).

## 2.2.3 Détermination de l'opinion

Les différentes opinions d'audit possibles pour l'audit financier, et l'audit du système de contrôle interne sont **l'opinion sans réserve, l'opinion avec réserve, l'opinion défavorable et l'impossibilité d'exprimer une opinion.**

A noter que les opinions devront prendre en compte les résultats des diligences sur le respect des sanctions économiques et financières.

Il est désormais exigé des auditeurs, quand ils expriment une opinion sur les états financiers de l'année en cours, qu'ils prennent en compte l'effet possible d'une opinion modifiée (opinion avec réserves, défavorable et impossibilité d'exprimer une opinion) d'une année antérieure qui n'a pas donné lieu à une correction ou solution appropriée (Norme ISA 710). Cela permet d'éviter l'accumulation de constatations non solutionnées.

## 2.2.4 Documentation des anomalies et des faiblesses identifiées

La liste des dépenses et des constatations financières doit être détaillée selon la nomenclature en Annexe 4.1 des TdR d'audit, dans un fichier Excel dont le modèle est joint en annexe 4.2 des TdR d'audit. La totalité des dépenses de la période couverte doit être listée dans ce fichier, et les anomalies constatées sur les dépenses auditées doivent être commentées.

L'auditeur pourra fournir la documentation relative aux constats d'audit à la demande de l'Autorité contractante pendant une période de 5 ans après l'approbation du rapport final.

## 2.3 Diligences d'audit

Les diligences d'audit prévues dans le cadre du présent accord-cadre sont spécifiées dans le modèle de TdR (cf. Annexe 1). Celles-ci comprennent notamment :

- Les diligences en matières de Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et des listes de sanction économiques. Ces diligences varient en fonction du type de contrepartie (Organisme de la Société Civile, Fondation, ...)
- La revue du système de contrôle interne (analyse documentaire, évaluation des risques...);
- Le contrôle des états financiers et de l'utilisation des fonds alloués ;
- Les diligences en matière de passation des marchés (revue des phases de passation de marchés, exécution des marchés, diligences LCB/FT/Sanctions...);
- Les diligences en matière d'audit technique et E&S (si applicable) ;
- Le suivi des recommandations des audits antérieurs : L'auditeur doit examiner les recommandations contenues dans les rapports d'audit précédents, apprécier le degré de leur mise en œuvre et réévaluer si besoin leur niveau de priorité. En cas de constat de non-application de ces recommandations, l'auditeur cherche à en connaître les causes et propose des solutions à fins de régularisation.

## 3 Obligations professionnelles

### 3.1 Normes et éthique

#### 3.1.1 Normes professionnelles à utiliser

L'auditeur tient compte des diverses directives applicables pour l'établissement des rapports d'audit financier. Toutefois, **les diligences d'audit requises ainsi que le contenu du rapport d'audit doivent respecter les exigences prévues par les termes de référence annexés.**

Concernant l'application des Normes ISA, une attention particulière est accordée aux éléments suivants:

- **Pratique prohibée:** Conformément à la norme **ISA 240** (Prise en compte du risque de fraude et d'erreur lors de l'audit des comptes), il importe d'identifier et évaluer les risques de fraude, d'obtenir ou fournir des preuves d'audit suffisantes d'analyse de ces risques et de traiter de manière appropriée les fraudes identifiées ou suspectées.
- **Lois et Règlements :** En élaborant l'approche d'audit et en exécutant les procédures d'audit, la conformité du Projet avec les lois et les règlements qui pourraient affecter significativement les états financiers comme requis par la norme **ISA 250** (Prise en compte du risque d'anomalies dans les comptes résultant du non-respect des textes légaux et réglementaires), sera évaluée.
- **Gouvernance :** Communication avec les responsables du Projet en charge de la Gouvernance des points d'audit significatifs en conformité avec la norme **ISA 260** (Communication sur la mission avec les personnes en charge de la Gouvernance).
- **Risques :** Dans l'optique de réduire les risques d'audit à un niveau relativement faible, des procédures d'audit appropriées en réponse aux risques d'anomalies identifiés à l'issue de l'évaluation du système de

contrôle interne, seront mises en œuvre, en conformité avec la norme **ISA 330** (Procédures d'audit mises en œuvre par l'auditeur à l'issue de son évaluation des risques).

Conformément à la norme **ISAE 3000**, l'auditeur prépare une documentation d'audit qui fournit :

- une trace suffisante et appropriée des travaux fondant son rapport d'audit ; et
- des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables.

On entend par documentation d'audit, la présentation des procédures d'audit réalisées, des éléments probants pertinents recueillis et des conclusions auxquelles l'auditeur est parvenu.

On entend par dossier d'audit un ou plusieurs classeurs ou autre moyen d'archivage, sous une forme physique ou électronique, contenant la documentation relative à une mission spécifique.

### 3.1.2 Éthique et indépendance

Les auditeurs doivent respecter le Code de déontologie des comptables professionnels de l'IFAC, élaboré et publié par le Conseil international pour les normes éthiques des comptables (International Ethics Standards Board for Accountants - IESBA) de l'IFAC.

Ce Code établit des principes éthiques fondamentaux pour les auditeurs portant sur l'intégrité, l'objectivité, l'indépendance, la compétence et la diligence professionnelle, la confidentialité, le comportement professionnel et les normes techniques.

## 3.2 Exigences concernant les auditeurs

### 3.2.1 Affiliation professionnelle des auditeurs

En acceptant les présents TdR (y compris leurs annexes), les auditeurs confirment qu'ils remplissent au moins l'une des conditions suivantes :

- être membre d'un organe ou un institut national de comptabilité ou d'audit qui est, lui-même, membre de la Fédération internationale des comptables (International Federation of Accountants, - IFAC)
- être membre d'un organe ou un institut national de comptabilité ou d'audit ; bien que l'organisme ne soit pas membre de IFAC, s'engage à réaliser ces audits de projet conformément aux normes de l'IFAC et à la déontologie indiqués dans les présents TdR.

### 3.2.2 Compétences et expérience des auditeurs et de l'équipe mission attendues des auditeurs

Le Prestataire affectera du personnel de qualification et d'expérience correspondant aux prestations décrites au présent cahier des charges, de manière à atteindre les résultats qui y sont fixés.

Plus spécifiquement, les auditeurs devront disposer dans leur équipe de personnels :

- Ayant une bonne expérience en matière d'audit de programmes et projets d'aide au développement financés par des institutions et/ou des donateurs nationaux et/ou internationaux ;

- Une parfaite maîtrise du français, de l'anglais ; (une maîtrise de la langue officielle des pays des zones couvertes par le présent accord cadre serait un plus);
- Une expérience diversifiée des procédures de passation des marchés de pays en développement ;
- Une connaissance avérée des exigences et Directives de passation des marchés. Cette expertise devra être démontrée ; notamment par l'obtention du certificat – ou l'engagement à l'obtenir avant les missions d'audit - validant le passage des modules e-learning formant à la passation des marchés financés par l'AFD<sup>2</sup> ;
- Une expérience en audit technique;
- Une connaissance suffisante des lois, réglementations et normes en la matière dans le pays concerné serait un atout ; cela inclut notamment les réglementations relatives à la fiscalité, à la sécurité sociale et à l'emploi, à la comptabilité et aux systèmes d'information comptable;
- Une expérience géographique pertinente (expérience en matière d'audit dans les pays d'intervention et/ou dans les pays de la sous-région, par exemple)
- Une expérience en audit dans le secteur d'activité du projet ;
- Une première expérience en appui conseil serait un plus.

### 3.2.3 Profils de l'équipe

#### 3.2.3.1 Experts principaux

Les experts appelés à exercer une fonction importante dans la mission sont désignés par le terme « experts principaux ».

##### **Catégorie 1 – Associé signataire**

Un expert de catégorie 1 (associé signataire) doit être un associé ou une autre personne dans une position similaire à celle d'un associé et être un expert hautement qualifié possédant des qualifications professionnelles pertinentes qui assume ou a assumé des responsabilités de chef de mission et de directeur d'audit dans le domaine de l'audit financier.

Il doit être membre d'un organisme ou d'une institution nationale ou internationale de comptabilité ou d'audit. Il doit avoir au moins 10 ans d'expérience professionnelle en tant qu'auditeurs ou comptable professionnel dans le domaine de l'audit des projets/programmes sur financement des bailleurs de fonds internationaux.

L'associé signataire est la personne responsable du contrat spécifique et de son exécution ainsi que du rapport établi au nom du cabinet.

##### **Catégorie 2 – Directeur de mission**

Le(s) directeur(s) de mission est un expert qualifié possédant un diplôme universitaire ou une qualification professionnelle pertinente en comptabilité et/ou audit, passation de marchés, audit et /ou contrôle des travaux. Il doit avoir au moins 8 ans d'expérience en tant qu'auditeurs qualifié dans le domaine de l'audit des projets/programmes sur financement des bailleurs de fonds internationaux. Il doit faire la preuve d'expériences réussies dans la direction d'équipes d'audit.

---

<sup>2</sup> <https://mooc-campus.afd.fr/login/index.php>

### Catégorie 3 – Chef de mission

Les chefs de mission doivent être des experts qualifiés possédant un diplôme universitaire ou une qualification professionnelle pertinente en comptabilité et/ou audit, passation de marchés, audit et /ou contrôle des travaux et disposer d'au moins 5 ans d'expérience professionnelle en tant qu'auditeurs qualifiés dans le domaine de l'audit des projets/programmes sur financement des bailleurs de fonds internationaux.

### Catégorie 4 – Auditeurs senior/confirmé

Les auditeurs senior ou confirmés doivent être des experts qualifiés possédant un diplôme universitaire ou une qualification professionnelle pertinente en comptabilité et/ou audit, passation de marchés, audit et /ou contrôle des travaux et disposer d'au moins 3 ans d'expérience professionnelle en tant qu'auditeurs qualifiés dans le domaine de l'audit des projets/programmes sur financement des bailleurs de fonds internationaux.

#### 3.2.3.2 Experts non principaux

### Catégorie 5 – Auditeurs assistant

Les auditeurs assistants doivent posséder un diplôme universitaire en comptabilité et/ou audit, passation de marchés, audit et /ou contrôle des travaux et disposer d'au moins 1 an d'expérience professionnelle en tant qu'auditeurs qualifiés dans le domaine l'audit des projets/programmes sur financement des bailleurs de fonds internationaux.

#### 3.2.3.3 Personnel de soutien et appui technique

Les auditeurs sont libres de proposer dans son offre d'autres appuis (administratif et / ou technique), le coût de ces appuis devant alors être intégré dans les honoraires des experts.

#### 3.2.4 Curriculum vitæ (C.V.)

Les auditeurs fournissent les C.V. de tous les experts (principaux et non-principaux) proposés comme membres de l'équipe. Les C.V. contiennent des informations relatives aux types d'audits réalisés par les membres de l'équipe, attestant leurs aptitudes et leur capacité à entreprendre les audits de projet, ainsi que des informations détaillées concernant toute expérience particulière pertinente.

#### 3.2.5 Composition de l'équipe des audits de projet

Le cabinet d'audit présentera l'équipe d'audit par catégorie d'experts, par exemple au format du tableau ci-dessous :

|  | Cat 1 :<br>Associé | Cat 2 :<br>Directeur de<br>mission | Cat 3 : Chef<br>de mission | Cat 4 :<br>Auditeur<br>senior | Cat 5 :<br>Auditeur<br>assistant | TOTAL |
|--|--------------------|------------------------------------|----------------------------|-------------------------------|----------------------------------|-------|
| Nb auditeurs a minima                  |                    |                                    |                            |                               |                                  |       |
| Autres personnels<br>(technique ou PM) |                    |                                    |                            |                               |                                  |       |
| <b>TOTAL</b>                           |                    |                                    |                            |                               |                                  |       |



# Annexes

## Annexe 1 : Modèle de TdR d'audit de projets et annexes attachées :

- Annexe 4.1 des TdR d'audit de projet : Nomenclature des constats et anomalies
- Annexe 4.2 des TdR d'audit de projet : Liste des dépenses et des constats (modèle)
- Annexe 4.3 des TdR d'audit de projet : Modèle de rapport d'audit AFD-M0134 <sup>3</sup>
- Annexe 4.4 des TdR d'audit de projet : Modèle de lettre d'affirmation
- Annexe 4.5 des TdR d'audit de projet : Liste des marchés passés<sup>4</sup> (non attaché aux termes de référence du présent accord-cadre)
- Annexe 4.6 des TdR d'audit de projet : Notice explicative de l'AFD sur le dispositif de filtrage OSC<sup>5</sup>
- Annexe 4.7 des TdR d'audit de projet : Notice explicative de l'AFD sur les per diems

## Annexe 2 : Liste des pays de l'accord cadre

---

<sup>3</sup> Modèle de rapport à adapter en fonction du type d'audit concerné

<sup>4</sup> En cas d'audit de la passation des marchés, l'autorité contractante fournit la liste des marchés à l'auditeur.

<sup>5</sup> Uniquement lorsque la contrepartie est une OSC ou une fondation : Annexer la notice explicative de l'AFD sur le dispositif d'encadrement du risque de violation des sanctions financières dans les financements de projets ONG (cf. 2.3.1.a).